Lycéens... Education Nationale... Services Publics...
Quelle réponse, Quels moyens ?

Le remarquable mouvement des lycéennes et des lycéens met le doigt sur un dysfonctionnement majeur de l'éducation nationale dont la mission première d'enseigner a par manque de moyens, été pervertie au point qu'avec Parcours Sup elle ressemble à une sorte de machine à exclure.

En même temps ce mouvement a révélé les énormes similitudes avec ce qui se passe dans l'ensemble des services publics ; de l'hôpital aux finances, des transports à l'énergie…

Au-delà, il met en lumière les graves difficultés rencontrées au quotidien par une majorité de familles et de salariés dont les conditions de travail et de vie se dégradent massivement jusqu'à créer un véritable vide existentiel.

Il est temps d'apporter de nouvelles réponses pour reconstruire l'espoir ! Cela commence par un autre budget pour 2027.

AGISSONS !

Manifestons

5 Novembre l'intersyndicale appelle tous et toutes à la grève et à la manifestation.

Le PCF soutient cet appel. Il met à la disposition de chacune et de chacun des propositions pour construire une vraie alternative de progrès.

Débattons

Débat le **13 novembre** à 18 h 30, à Romans-sur-Isère, salle Charles Michels. Quel autre budget pour la France en 2027.

Etat, Collectivités locales, Sécurité Sociale : Comment répondre aux besoins écologiques et sociaux pour développer le pays ?

Diabolisation de la dette ou dépenses nouvelles ?

En présence de :

- Jean-Marc Durand, membre de la direction nationale du PCF et de sa commission économique,

- Nicole Grenier Merico membre de la commission santé et protection sociale du PCF.

Toutes les forces de gauche politiques, syndicales, associatives sont invitées à en débattre ouvertement.

Chaque citoyenne et citoyen, salarié, retraité, privé d'emploi est invité à venir témoigner et apporter son expérience et son avis.

Nous vous attendons, nombreuses et nombreux !

AGISSONS !

JE REJOINS LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Nom - Prénom : .....

Adresse : .....

Tél. : ..... **E.mail :** .....

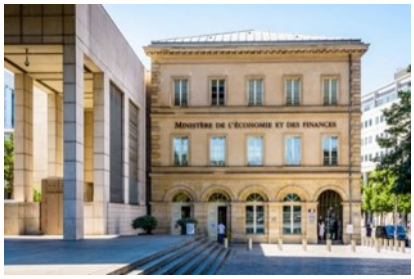
À renvoyer à PCF 26 - 10 rue Servan - 26000 VALENCE - E-mail : federation@drome.pcf.fr - 04.75.42.71.68

Merci de ne pas jeter ce papier sur la voie publique

2027 :

Un autre budget est nécessaire et possible !

1. Budget de l'Etat (PLF)



Le gouvernement a planté le décor. Il faut économiser 54 Md€ sur la dépense publique, soit 10% de son montant total. Comme P Laval en 1935. C'est inacceptable et grave pour le pays !

E. Macron a choisi de terminer son mandat par un feu d'artifice antisocial !

Au nom de la dette :

Réduire la dépense publique…

Jouant la peur de la dette, c'est une cure d'austérité XXL qui se prépare aux conséquences graves pour les familles aux revenus modestes et moyens.

Jeunes, vieux, fonctionnaires, salariés et retraités, tous seront mis à rude contribution. Mais aussi les administrations, les services publics, les collectivités locales vont subir une dure cure l'austérité… Par contre, silence absolu sur les 77 Md€ d'intérêts de la dette versés aux marchés financiers… Intérêts qui ont plus que doublé en raison de la politique monétaire de la BCE au service du capital.

Pourtant, la dette n'est pas le diable incarné, à condition qu'elle consiste en des dépenses utiles (emploi, salaires, services publics, recherche, nouvelle industrialisation, climat) développant une croissance saine du PIB qui permettra son avalement.

…Ou l'augmenter ?

Contre les marchés financiers et le surarmement, il faut faire le choix d'augmenter la dépense publique pour développer le pays qui est aujourd'hui en quasi récession. Cela passe par des avances massives !

C'est possible en :

- Mobilisant le pôle public bancaire (CDC, BPI, Banque Postale) pour financer un Fonds d'avance à 0 % pour les services publics (100 milliards € dès cette année).
- Utilisant le crédit bancaire pour orienter les entreprises vers la conversion écologique et sociale de leur mode de production.
- Réformant la fiscalité pour faire contribuer le capital, la rente et la fortune. Favoriser les investissements porteurs d'emplois, de formation, de recherche. Pénaliser la spéculation, les délocalisations. Soutenir les revenus du travail et faire reculer le poids de la fiscalité indirecte (TVA).
- Stoppant les cadeaux fiscaux aux plus riches (207 Md€ en 10 ans).
- En finissant avec les aides aux entreprises (211 Md€ par an) jouant contre les salaires et l'emploi qualifié.

Un changement de paradigme est urgent.

Les dépenses d'aujourd'hui feront les recettes de demain. A l'épreuve du dérèglement climatique et face aux énormes besoin sociaux qu'exprime entre-autre le mouvement lycéen, la dépense publique doit être régénérée et la croissance relancée sous le contrôle des salariés et des citoyens dotés de nouveaux droits et pouvoirs.

Imprimerie les Allobroges - 10.2026

2. Budget de la Sécurité Sociale (PLFSS)

Le gouvernement ne fait pas dans la demi-mesure !

Avant même l'annonce du budget 2027 des reculs sociaux ont été actés au 1er octobre : hausse de 40% du plafond des franchises et participations forfaitaires, remboursement de certains médicaments à 15 %, certains trajets en taxi ne sont plus couverts, réduction de la durée de l'indemnisation des arrêts de travail pour certaines affections de longue durée (ALD) et du plafond des indemnités journalières pour accident du travail et maladie professionnelle.

Le PLFSS en discussion au parlement avec un déficit pour 2026 de 21,8 Md€ prévoit le gel des allocations familiales et des retraites et de nouvelles baisses de remboursement.

Un projet de nouveau transfert aux complémentaires santé est chiffré à 5,1 Md€. Il introduit encore plus un service « à la carte… bancaire » Décidément, les efforts, soi-disant « répartis sur tous », pèsent essentiellement sur les assurés sociaux !

Les assurés sociaux ne sont pas responsables de la dette publique !

- En 2025, la SECU, c'est 40% des « dépenses publiques » mais moins de 17% du « déficit public »,
- Si l'Etat compensait intégralement les exonérations de cotisations, qu'il a lui-même décidées, le déficit de la SECU serait réduit de 40% !
- La dette sociale remboursée en totalité par les assurés sociaux, c'est 5,5% de la dette publique et moins de 7% du PIB (quand la dette publique au total est à 115,7 % du PIB),
- Les intérêts payés au titre de cette dette c'est 6% du total servi pour la dette publique.

Macron lui, en rajoute.

Il lance une mission avec l'objectif de baisser le financement qui pèse sur le travail répondant ainsi au vœu du Medef qui demande la suppression de toutes les cotisations patronales maladie et famille (60Md€). Ce serait un nouveau cadeau au capital et un changement de nature de la SECU tirant un trait sur deux principes essentiels : l'unicité et le financement socialisé du système, qui ont permis tant de progrès sociaux et de l'espérance de vie.

La solution : augmenter les recettes en s'attaquant au coût du capital !

En 30 ans, en euros constants, les sommes distribuées aux actionnaires ont bondi de 1 000 % et les salaires de 12% seulement. Mais le gouvernement ne veut pas toucher à ces profits et annonce même une réduction de la contribution exceptionnelle des grandes entreprises décidée antérieurement ! Quel signal !

Malgré les graves coupes successives, le PLFSS prévoit un déficit en augmentation, ce qui démontre que la solution est ailleurs. Alors que la politique menée porte atteinte à la santé des travailleurs, la réponse aux besoins est un moteur du développement économique.

Pour cela, il faut :

- Réhabiliter et développer la cotisation sociale, un financement dynamique car assis directement sur la richesse produite et prélevé sur la part des profits.
- Faire contribuer les revenus financiers des entreprises (630 Md€ en 2025). Ce qui rapporterait au taux global de cotisation patronale de 30,95%, 192 Md€ annuels pour la SECU !
- Moduler les taux de cotisations employeurs en fonction des politiques d'emploi et de formation des entreprises, cœur du projet central du PCF, de Sécurité d'Emploi ou de Formation pour sécuriser les revenus et donc les ressources de la Sécurité Sociale.

3. Pouvoir d'achat, stop à la vie chère !

Prix des carburants : stop à la hausse !

Les prix des carburants flambent. Plusieurs causes à cela : les guerres mais surtout leur exploitation pour en profiter de fixer les prix au jour le jour sur le marché spéculatif, d'augmenter les coûts du raffinage et les marges des majors dont Total, les taxes.

Cette augmentation des prix des carburants alourdit les dépenses des ménages de celles et ceux qui sont obligés d'utiliser leur véhicule pour aller au travail et plus globalement fait pour tous grimper les prix des consommation courantes car intégrant les coûts de transport.

Une baisse de pouvoir d'achat qui s'ajoute à une situation déjà dégradée par des salaires insuffisants, l'augmentation des prix des autres énergies (gaz et électricité par exemple) et une inflation dont on cache le véritable montant. S'ajoute à ce tableau la casse des services publics et de la sécurité sociale qui obligent les populations à dépenser plus pour se soigner, se cultiver, éduquer leurs enfants… **Le budget 2027 en rajoute une couche !**

IL FAUT DIRE NON, IL FAUT FAIRE AUTREMENT !

Le PCF propose :

- ☞ Dans l'immédiat, de limiter les prix du carburant à 1,60 € le litre.
- ☞ D'engager un processus de nationalisation de Total Energie pour former avec EDF et Engie un grand pôle public de l'énergie rompant avec la logique de rentabilité et proposant des prix en fonction des coûts de production.
- ☞ De porter le SMIC à 2 200€ brut et de rééchelonner les salaires à partir de ce seuil minimum. D'augmenter la valeur du point d'indice fonction publique de 30%.
- ☞ Supprimer le "soutien de l'État" aux producteurs d'électricité renouvelable qui coûtera **10,67 Md**€ en 2027 (Réf. communiqué de la CRE du 20/07/2026)

Revenus financiers des entreprises :

630,8 milliards € en 2025

592,1 en 2024

Voilà de quoi financer la Sécu !!!

Je soutiens les propositions du PCF.

Nom - Prénom : .....

Adresse : .....

E.mail : ..... **Signature**

À renvoyer à PCF 26 - 10 rue Servan - 26000 VALENCE - E-mail : federation@drome.pcf.fr

Vous pouvez aussi signer cette pétition en ligne sur :
https://c.org/LMzmpSKLpX

Pour plus d'informations, se rendre sur notre site https://drome.pcf.fr/